

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS:  
RUE DU MARAIS,  
pass. de l'Entrepôt, 4.

1 an. 6 mois. 3 mois.  
Paris. . . . . 24 12 7  
Départements. 36 18 10  
Étranger. . . 48 24 13

Les abonnements d'ont d. 1<sup>er</sup> et 16  
de chaque mois.

JOURNAL DU CITOYEN SOBRIER

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adres-  
ser au siège de l'administration,  
passage de l'Entrepôt-du-Ma-  
rais, 4.

Comité de rédaction pris parmi  
les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : A. DECOU.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET  
DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant !

DROIT AU BIEN-ÊTRE.  
DROIT AU TRAVAIL.

Toutes les demandes d'abonnement pour la province doivent être accompagnées d'un mandat sur la poste.

## AVIS.

Depuis notre réorganisation, nous  
adressons notre feuille à tous les jour-  
naux. — Nous prions de faire l'échange.

Les réclamations des anciens abon-  
nés doivent être accompagnées d'une  
pièce justifiant la validité de leur abon-  
nement.

## SOMMAIRE.

Comme quoi il n'y a de vrais républicains que ceux du lende-  
main : Tout célibataire, de 18 à 25 ans, libre de servir sous  
les drapeaux de la République ou de mourir de faim ;  
Liberté des transactions entre les maîtres et les ouvriers. —  
Au peuple de l'armée : Toujours des privilèges. — La croix  
d'honneur : L'étoile des braves défendue par... Dupin,  
Vivien, etc. — Abolition des conseils judiciaires. — Le gé-  
néral Courtais, les citoyens Barbès, Sobrier, Raspail, Al-  
bert et autres victimes du 15 mai. — La République  
despotique : Violation de la liberté individuelle. — De la  
contrainte par corps. — Le terrorisme contre les clubs :  
Moyen sûr de supprimer les clubs sans les fermer. — Frank  
Carre. — Bugeaud : Son retour à Paris. — Encombrement  
des prisons : Réinstallation des républicains au Mont-Saint-  
Michel et à Doullens. — Appel du citoyen Louis Blanc à  
l'opinion publique (suite et fin). — Armement des forts. —  
Les commis du peuple ont toujours peur. — Etc.

Comme quoi il n'y a de vrais républi-  
cains que ceux du lendemain.

« Dieu soit loué ! s'écrient bon nombre de  
gens, nous sommes à la veille de nous voir  
débarassés de ces repaires de sédition, ap-  
pelés ateliers nationaux ! Conçoit-on que,  
trois mois durant, nous ayons, nous, hon-  
nêtes gens, soudoyé, stipendié, nourri, hé-  
bergé toute cette canaille, sous prétexte de  
République ? Comprend-on que nous ayons,  
sans mot dire, encouragé la paresse, engrais-  
sé l'oisiveté, salarié la révolte ? Il est temps que  
tout cela ait un terme, corbleu ! morbleu ! sa-  
crebleu ! » Et le bruit d'un fusil énergiquement  
saisi sert d'accompagnement obligé à ces in-  
terjections, expression vigoureuse d'une re-  
connaissance bien due aux hommes qui ont pris  
sur eux de déclarer indigne du droit de vivre  
quiconque, ayant atteint l'âge de 18 à 25 ans,  
sans avoir amassé un revenu quelconque, refu-  
serait de s'enrôler sous les drapeaux de la Ré-  
publique.

Que sont donc devenus, messieurs les répu-  
blicains du lendemain, ces magnifiques senti-  
ments de fraternité, de concorde et d'union,  
dont vous faisiez, le 25 février, une si éclatante  
profession ? A peine pouviez-vous souffrir le  
mot de parti ; supposer dans la société une dis-  
tinction de classes, c'était, à vos yeux, pronon-  
cer un blasphème. « Plus de partis, disiez-vous,  
plus de classes, nous ne voulons désormais en  
France que des citoyens ; vive la République !  
vive le garde nationale ! vive la ligne ! vive le  
gouvernement provisoire ! vive la fraternité !  
vive la nation ! des lampions, des lampions !  
Ça, qu'on se réjouisse, qu'on illumine. De  
qui parlez-vous là ? De Sobrier, de Barbès, de  
L. Blanc, d'Albert et des autres ? Laissez-moi  
tous ces gens-là ; qui dit homme de la veille  
dit ganaches ; ne vous fiez pas, mes amis, aux  
républicains de la veille : quiconque est de la  
veille est en retard d'un siècle, quiconque

» veut sincèrement le progrès doit se proclamer  
» l'homme du lendemain. Pourquoi n'avez-vous  
» point de cocarde au chapeau ? voulez-vous une  
» cocarde ? en voici deux ; qui veut des co-  
» cardes ? »

Proh pudor ! Combien de niais pensez-vous  
avoir ainsi dupés ? Croyez-vous que le peuple se  
soit mépris à vos faux semblants d'enthousiasme ? Non, non ; vous l'avez assez souvent  
abusé pour qu'il se tienne en garde contre votre  
fraternité d'emprunt. Il a vu trembler la main  
qui lui faisait l'aumône, il sait que la peur en-  
gendre la haine ; il savait, dès le premier jour,  
que, tôt ou tard, à la place de cette obole arra-  
chée à vos terreurs insultantes, vous étiez prêts  
à lui tendre de nouvelles chaînes ; mais il ne les  
acceptera pas cette fois comme tant d'autres, il  
vous les rejettera à la face, et s'il reste sur vos  
fronçons une place qui ne soit pas marquée du  
sceau de quelque mensonge, il y imprimera le  
stygmate de cette nouvelle trahison.

Ah ! il n'y a plus de classes en France ! plus  
de maîtres et plus d'esclaves ! — Pourquoi donc  
êtes-vous seuls les honnêtes gens, vous qui vous  
asseyez chaque jour à une table où rien ne man-  
que ? Et pourquoi donc en même temps sont-ils  
la canaille, ces hommes que la misère force à  
tendre la main à l'aumône, déguisée sous la  
forme de salaire ? — Pourquoi donc êtes-vous  
un certain nombre qui vous croyez le droit d'en-  
voyer servir comme soldats, sous peine de mourir  
de faim, tous ceux qui n'ont pas le bonheur  
d'être engendrés par vous ?

Cela est textuel, lisez plutôt : « Les ouvriers  
célibataires, de 18 à 25 ans, seront invités à  
s'enrôler sous les drapeaux de la Républi-  
que, etc., etc. — Ceux qui refuseront, seront  
immédiatement rayés des listes d'embrigade-  
ment des ateliers nationaux. » (Extrait du ré-  
glement ministériel relatif aux ateliers natio-  
naux.)

Ils sont libres de choisir, dites-vous ? — Ils  
sont libres ? Dérision ! et la faim ? et la faim,  
votre alliée ? Croyez-vous qu'elle leur laisse la  
liberté du choix ?

Ils sont libres ! Entendez-vous travailleurs ?  
vous êtes libres ! Lisez, pour vous en convaincre,  
l'article 3 du règlement ministériel !

Art. 3. « Les listes d'ouvriers, dressées par  
arrondissement et par profession, seront dé-  
posées, etc., etc. Il en sera donné connais-  
sance aux patrons. Les patrons pourront re-  
quérir tel nombre de ces ouvriers qu'ils décla-  
reront nécessaires à la reprise ou à la continua-  
tion de leurs travaux : ceux qui refuseront de  
les suivre seront, à l'instant même, rayés de  
la liste des ateliers nationaux. »

Tels sont les transactions libres entre les mai-  
tres et ouvriers.

Mais, dites-vous, l'établissement des ateliers  
nationaux était une mesure transitoire ? — Une  
mesure transitoire ! Et la misère, est-elle tran-  
sitoire ? Lorsque le gouvernement, sorti des

barricades, a promis au peuple la garantie con-  
stante du travail et de la liberté, est-ce à vous  
qu'il appartient de toucher à cette promesse ? Ah !  
prenez garde ! prenez garde ! — Nous savons que  
les ouvriers des ateliers nationaux ont été em-  
ployés à des travaux, la plupart du temps, inu-  
tiles ; mais la faute en est aux hommes et non au  
principe, à l'institution.

N'y a-t-il pas des édifices d'utilité publique à  
élever : hôtels d'invalides civils, écoles profes-  
sionnelles, établissements de bains publics ? N'y  
a-t-il plus de quartiers encombrés à assainir,  
de rues à percer ? Et pour tous ces travaux ne  
faut-il pas des tailleurs de pierres, des couvreurs,  
des peintres, des charpentiers, des sculpteurs,  
des serruriers, des terrassiers, des fumistes,  
des architectes, etc., etc ?

Comme il faut un prétexte à votre égoïsme,  
vous vous rabattez sur la morale, et vous dites :  
« Savez-vous bien que ces ateliers nationaux  
sont presque un bagne dans l'intérieur de  
Paris ? Savez-vous qu'il s'y trouve des repris  
de justice de toute espèce ? »

Eh bien ! laissez-nous vous expliquer le sens  
du mot charité. — Charité veut dire amour,  
bienveillance, appui mutuel ; exercer la cha-  
rité ce n'est pas seulement faire l'aumône à son  
semblable, c'est l'éclairer dans l'ignorance,  
le relever dans sa chute, le réhabiliter s'il a  
failli.

— Faire la charité au peuple, c'est l'aimer,  
— Or le peuple vous est odieux,  
— Donc....

## Au peuple de l'armée.

Citoyens,

Sous-officiers et soldats, ouvriers des villes et  
des campagnes, frères, la République doit être  
DÉMOCRATIQUE. Les privilèges que nous avons  
abolis sur les barricades de février sont encore  
conservés par une réaction aristocratique ; déjà,  
vous le voyez, les écoles spéciales sont mainte-  
nues sans aucune modification à votre égard.

Les écoles spéciales, dans leur organisation  
actuelle, constituent un privilège dont vous êtes  
victimes, et que nous devons tâcher d'abolir.  
Le principe de l'égalité, pour lequel nous avons  
combattu, est ici outrageusement violé : l'égalité  
veut que vous ayez, tous, des droits égaux à  
l'avancement ; elle ne veut pas que ce soit seu-  
lement ceux qui sont favorisés par la fortune ou  
par la naissance. L'épaulette, sous la République  
d'aujourd'hui, se vend au même prix que sous  
la royauté d'hier ; l'aristocratie seule avec la  
bourgeoisie ont les moyens de la payer ; aussi à  
eux tous les honneurs et la dignité du comman-  
dement, à vous, peuple, rien que les souffrances,  
l'injustice et le mépris qu'ils ont pour votre mé-  
diocrité.

Appelés par le sort au service du pays, vous  
quittez l'atelier et les champs avec le plus noble  
et le plus pur patriotisme ; beaucoup d'entre  
vous ont une instruction suffisante pour préten-  
dre à l'avancement, et pour se créer dans l'ar-  
mée une position que vous ambitionnez tous ;  
mais l'abus du privilège est là pour rendre inu-  
tiles les douze ou quinze plus belles années de  
votre vie que vous sacrifiez pour y parvenir, et



pour vous forcer, malgré vos généreux efforts, à retourner dans vos foyers reprendre un état que vous avez presque toujours perdu, et qui était votre unique ressource.

Les écoles spéciales sont nécessaires, vous êtes les premiers à le reconnaître; mais pourquoi les sous-officiers n'y sont-ils point admis, lorsqu'on ne devrait pas en admettre d'autres? La fraternité autant que l'égalité s'oppose à un pareil système. Nous avons dit le 24 février: l'instruction primaire et secondaire sera gratuite pour tous. Que des écoles préparatoires aux écoles spéciales soient donc d'abord instituées pour y recevoir ceux d'entre vous dont l'instruction n'est pas suffisante pour prétendre dès à présent à l'admission aux Ecoles polytechnique et de Saint-Cyr; mais que le programme de concours soit malgré cela modifié à votre égard, pour ce qui concerne les études secondaires, jusqu'à ce que l'instruction secondaire gratuite ait produit ses résultats chez les enfants des ouvriers, vos frères, qui vous remplaceront sous les drapeaux.

VULMART, ouvrier bijoutier.

#### La croix d'honneur.

Dans la séance d'avant-hier, le citoyen Clément Thomas a appelé la croix d'honneur « *hochet de la vanité* ». Ce mot a soulevé de violents murmures. Nous aurions compris cette indignation dans une assemblée composée de militaires, mais de la part de commis du peuple, tels que Dupin, Vivien, Duvergier de Hauranne, Barrot, etc., nous ne la concevons pas. Qu'ont-ils fait pour la mériter? la décoration. Sous le dernier règne, la croix d'honneur n'était-elle pas le prix du servilisme, de l'adulation, l'aumône promise aux dévouement rampants, aux passions abjectes. Était-ce l'étoile des braves qui brillait sur tant de poitrines que nous pourrions désigner?

La déconsidération de ce signe de l'honneur était allée si bas, la profusion en avait été si odieusement cynique, que ceux-là même qui l'avaient conquise sur les champs de bataille rougissaient de la montrer à leurs boutonnières. Au contraire, ils l'enfouissaient au milieu des vieilles friperies, au fond des plus obscurs placards. La promener en public alors, c'eût été jeter un diamant sur le fumier.

Cette belle institution de la Légion d'Honneur appelle des réformes profondes, la République les fera et le temps avec elle. Pour le moment, il suffit d'avoir fermé la trop longue liste des abus qui l'ont viciée.

#### Abolition des conseils judiciaires.

Il n'est bruit depuis quelques jours dans les cercles de la salle des pas-perdus, à la Chambre des députés, que de l'abolition complète des interdictions et conseils judiciaires.

Bravo, messieurs les législateurs, voilà que vous comprenez enfin le progrès!

Il est honteux de voir dans notre pays, en 1848, après trois révolutions, des hommes de trente ans en tutelle, des électeurs, des préposés aux emplois civils et militaires, administrant les biens de l'Etat, et jugés incapables de la gestion des leurs!

De voir des fripons à couvert sous l'inviolabilité d'une interdiction ou d'un conseil judiciaire.

De voir dans un pays libre, des esclaves de par le caprice, la spoliation de par la loi, — la loi, égale pour tous, ayant ses exceptions, compromettant la liberté individuelle, et favorisant la fraude et l'escroquerie!

Où, les conseils judiciaires sont immoraux; ils protègent les faiseurs de dupes, qui n'ayant plus rien à craindre de la contrainte par corps, ne craignent pas non plus, en abusant la bonne foi de l'artisan par des dehors adroits et somptueux, abrités d'un nom honorable qu'ils salissent, de compromettre l'honneur d'une famille, puisque, de par l'interdiction et les conseils judiciaires, leur fortune est hors d'atteinte.

Encore une fois, messieurs, honneur à vous qui prenez l'initiative: abolissez ces monstruosités judiciaires, et vous aurez gratifié d'une belle conquête les honnêtes gens. E. A.

Le général Courtais, les citoyens Barbès, Raspail, Albert et autres victimes du 15 mai.

Avant les élections qui devaient appeler à l'Assemblée nationale les membres élus par le suffrage universel, si nous eussions été interpellés, à l'effet d'émettre notre opinion sur les citoyens précités, il est de notoriété que chacun

de nous aurait fait l'éloge de leur patriotisme, de leurs vertus civiques, militaires et démocratiques.

De ce que le 15 mai une manifestation (*sans armes*) eut lieu, de ce que le sanctuaire de l'Assemblée nationale a été violé par suite du refus qui fut fait à nos délégués, porteurs d'une pétition honorable, de ce que nos délégués ont été maltraités, de ce que le peuple a pris fait et cause, de ce qu'il y a eu divergence dans les ordres émanant du président Buchez et des autres autorités; de toutes ces considérations, doit-on induire que ces généreux citoyens méritent d'être stigmatisés, flétris et condamnés? Non, mille fois non. Il n'est pas loin de nous le temps où seront dessillés les yeux de ceux qui auront porté une opinion défavorable et anticipée sur vous, braves et dévoués démocrates. Honneur à vous, digne général Courtais, vos preuves ne sont plus à faire: tout le monde sait que votre unique ambition n'était autre que de voir le pays heureux, et de mourir plutôt que désertier sa cause! Honneur à vous, Barbès! Il y aurait ingratitude à mettre en oubli votre dévouement; il y aurait contradiction et lâcheté à perdre de vue l'ovation bien méritée que vous recûtes de nous, lors de l'inhumation des cendres des victimes de Février. Honneur à vous, Sobrier, honneur à vous tous, fondateurs de la République, que l'on a plongés dans les cachots! *Où, la Commune de Paris a dit vrai*, sans leur dévouement, sans leur héroïsme, sans leur résolution prompte et magnanime, la tyrannie d'un homme infâme pèserait encore sur la France!... Nobles prisonniers, rassurez-vous, justice vous sera rendue! les entrailles des Français palpitent pour vous: ils veillent sur vos destinées. Les démissions fournies par plusieurs chefs de la garde nationale, jointes à l'adhésion d'une masse imposante composée de gens de bien, sont pour nous le plus sûr garant que notre attente se réalisera.

D'ailleurs, est-on coupable pour avoir montré un zèle, un dévouement à toute épreuve? *Caussidière, Ledru-Rollin*, etc., se trouvent dans cette hypothèse. Est-on criminel pour avoir lancé des théories sages dans leur ensemble, défectueuses dans les détails, peut-être, mais desquelles jaillissent des rayons lumineux et vivifiants? O vous, représentants que nous avons choisis et par qui le peuple a été proclamé souverain, méditez, pesez, jugez; mais jugez dignement et consciencieusement.

Un ouvrier tanneur et corroyeur,  
P. H. ER.

#### La République despotique.

On lit dans le *Représentant du Peuple*:

Nous recevons une foule de lettres et de réclamations où l'on se plaint du zèle intempestif et souvent odieux d'une partie de la garde nationale. On nous prie de porter à la connaissance du public des actes d'une brutalité révoltante commis contre des citoyens paisibles. Nous ne pouvons reproduire ces faits, malgré toute notre sympathie pour ceux qui en sont victimes. On doit comprendre notre réserve dans un moment où la terreur est à l'ordre du jour et où la liberté, l'ordre, la sécurité, la propriété, sont à chaque instant violés par ceux qui s'en disent les plus farouches soutiens.

Cependant nous reproduisons la lettre suivante, qui peut donner une idée suffisante des faits dont on se plaint le plus généralement. Par celui-ci on peut apprécier les autres:

Poste de l'Entrepôt du Marais. — Mardi 31 mai.

Citoyen rédacteur,

Si vous savez où nous allons, dites-nous le. Est-ce vers la régence? Est-ce vers l'oligarchie? Est-ce vers la monarchie? On pourrait le croire, vraiment, à la tournure que prennent les choses. En tout cas, si nous avons le bonheur de vivre sous un régime démocratique, on ne s'en douterait guère. Il semble que nous soyons revenus à l'époque la plus désastreuse de la royauté. Nous aurions beaucoup à dire, certes; mais il vaut mieux laisser parler un fait assez grave, dont le bon sens public tirera les conséquences qu'il voudra.

Hier soir, nous revenions fort tranquillement par les boulevards et nous regagnions notre domicile, lorsqu'à l'angle de la rue Saint-Martin nous fûmes littéralement appréhendés au collet, sans autre forme de procès, par un capitaine de la 5<sup>e</sup> légion, et placés comme des malfaiteurs au milieu de 200 gardes nationaux. Nous avions apparemment des allures suspectes et séditieuses; nous étions sans doute des gens bien dangereux, pour qu'on déployât con-

tre nous ce luxe d'arbitraire. Nous arrêter sans prétexte aucun, passe encore! mais nous injurier brutalement et niaisement, c'était trop!

Conduits, malgré nos observations fort convenables, au poste le plus éloigné, nous y restâmes jusqu'à six heures du matin, heure à laquelle le commissaire de police digne nous rendit notre liberté, tout en témoignant sa surprise de ce que nos noms figurassent sur le rapport sans l'indication du motif de notre arrestation. Quant à nous, nous ne pûmes l'expliquer que par l'état d'émotion hachique dans lequel se trouvaient le capitaine et le lieutenant, lorsqu'ils agirent avec nous d'une façon aussi prétorienne.

En présence d'un pareil fait, et par le temps qui court, il serait peut-être *factieux* d'invoquer le principe de liberté individuelle. Nous nous contenterons donc de prier le citoyen maire de Paris de faire savoir à tous à quelle heure du soir on pourra désormais se promener sur le boulevard, sans s'exposer à passer la nuit au poste; ou, ce qui serait plus simple, de ressusciter, par un décret, le bon temps du *couvre-feu*.

Le capitaine et le lieutenant de la 1<sup>re</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> bataillon de la 5<sup>e</sup> légion, qui ont eu la gloire de nous capturer, se nomment, le premier, Scordel, le second Thozet. Nous les prions de vouloir bien nous transmettre leur adresse, comme nous leur donnons ici la nôtre.

Salut et fraternité,

Alfred DELVAT, homme de lettres, 99, rue de Sévres. — Alexandre JARRY, ingénieur, 5, rue des Beaux-Arts. — Antonio WATRIPON, homme de lettres, 26, rue des Grands-Augustins.

#### De la contrainte par corps.

Le décret rendu par le gouvernement provisoire, en vue d'abolir définitivement la contrainte par corps, a obtenu l'assentiment général. Cette mesure a été, sans contredit, une des inspirations les plus généreuses du nouveau pouvoir issu des barricades de Février. Mais pourquoi fait-on aujourd'hui un pas en arrière? Pourquoi renie-t-on les grands principes qui avaient été si solennellement reconnus et proclamés?

C'est avec un douloureux étonnement que nous avons publié dans un de nos derniers numéros le nouveau décret rendu par la Commission du pouvoir exécutif, sur le rapport du citoyen ministre des finances. Aux termes de ce décret, la contrainte par corps n'est supprimée que lorsqu'il s'agit des condamnations prononcées au profit des particuliers en matière civile et commerciale; elle est maintenue, non-seulement comme mesure répressive à l'égard des coupables que la justice a frappés, mais encore comme le moyen le plus prompt et le plus efficace d'arriver au recouvrement des amendes et à l'exécution de toutes les condamnations pécuniaires prononcées au profit de l'Etat.

Sous ce dernier rapport, le décret ne peut soutenir l'épreuve d'un examen sérieux. Qu'on se rappelle, en effet, les considérations sur lesquelles s'est appuyé le gouvernement provisoire, lorsqu'il a cru devoir abolir la contrainte par corps. Il a dit que l'emprisonnement, considéré comme réparation pécuniaire, portait atteinte à la dignité de l'homme, qu'il froissait les sentiments généreux qui de toutes parts se manifestent dans la société. On s'est exprimé à cet égard en termes absolus.

Pour justifier la mesure qu'elle vient de prendre, la Commission du pouvoir exécutif soutient que la contrainte par corps est, dans une foule de circonstances, le seul moyen d'exécuter les condamnations pécuniaires prononcées dans l'intérêt de l'Etat. Mais si cet argument a quelque valeur, pourquoi les particuliers ne pourraient-ils pas l'invoquer à leur tour? Comment ne craint-on pas d'être accusé d'avoir deux poids et deux mesures?

#### Le terrorisme contre les clubs.

La proposition faite à l'Assemblée par le dynastique Isambert, de fermer les clubs, ayant été repoussée pour le moment, ce qui veut dire ajournée, la réaction, qui ne se rebute pas, a trouvé un moyen encore plus simple et plus expéditif que celui de son bouc-émissaire. C'est celui de faire *empoigner* les principaux membres de ces clubs et de les jeter en prison. A cet effet, des bandes de mouchards sont dirigées, tous les soirs, vers les différents clubs renommés pour leur patriotisme et leur amour pour la République; des notes sont prises par



ces messieurs, et sur les discours, et sur les orateurs. Ces discours relevés ainsi et amplifiés par le zèle policier, sont apportés à la haute police et au Comité exécutif. Des listes de noms sont faites, des tables de proscription sont dressées, des mandats d'arrêt sont décrétés et lancés avec le secours des procureurs du roi de la République, et les orateurs qui ont péché pour avoir usé du droit de liberté dans des réunions conquises par le peuple, et autorisées par la loi, ces citoyens vont pourrir dans les cabanons des prisons royales. Ainsi, ces messieurs les réactionnaires ne pouvant réussir à faire fermer clubs, les font emprisonner : le tour est ingénieux. Nous convenons, messieurs du pouvoir, que M. de Sartine n'était pas de votre force.

#### Frank-Carré.

On assure que l'ordre a été donné par le Comité exécutif, au sieur Frank-Carré, de Rouen, de se rendre à Paris. Il est chargé, dit-on, par le gouvernement, de diriger la procédure relative à l'échauffourée du 15 mai. C'est, ajoutent-ils, pour le récompenser du zèle qu'il a montré contre les républicains dans l'affaire des massacres de Rouen. Cette récompense, en effet, lui était bien due. Il était, au reste, naturel de charger le sieur Frank-Carré de cette belle affaire ; on devait, en effet, réserver à ce royaliste républicain le plaisir de demander une seconde fois la tête des citoyens Barbès et autres, n'ayant pu obtenir cette douceur une première fois, quand il était procureur-général de la cour des pairs.

#### Bugeaud.

L'ex-maréchal Bugeaud quitte Excideuil et revient à Paris ; au train dont vont les choses, le bonhomme de Transnonain espère à son tour retrouver son titre de gouverneur de Paris, qu'il avait perdu sur les barricades. Ainsi, avant peu de temps, on verra briller aux revues du Champ-de-Mars, cette épée offerte le 25 février à la République ; on pourra remarquer encore à la poignée de cette illustre épée des caillots du sang du peuple, ces véritables rubis de la réaction.

#### Encombrement des prisons.

Le journal la Réforme fait remarquer que toutes les geôles se remplissent de républicains, et se demande où le gouvernement prétend aller avec un système de pareille folie ; l'avenir, suivant nous, est chargé de faire la réponse dans un sens qui ne peut être douteux ; en attendant, il faut plaindre ces hommes issus des barricades, qui sont obligés, pour se maintenir au pouvoir, de combler les prisons et de les agrandir. Des ordres ont été envoyés, à ce qu'il paraît, au Mont-Saint-Michel et à la citadelle de Doullens ; ces tigres à face humaine qui faisaient mourir d'une mort lente, les prisonniers de la royauté ont été réinstallés. On dit même que le nombre des arrestations va devenir si énorme que le gouvernement va renvoyer l'atelier des tailleurs de la prison de Clichy, cette prison étant aujourd'hui d'une nécessité absolue. Du courage, messieurs, nous voilà bientôt revenus aux beaux jours de 1815 !

#### A l'Opinion publique,

LE CITOYEN LOUIS BLANC.

Journée du 15 mai. (Suite et fin. Voir le no d'hier.)

Je me retirais pour reprendre ma place au milieu de mes collègues, lorsque, saisi par un groupe nombreux qui s'était formé derrière la fenêtre, je fus emporté à travers la Salle des pas perdus. On voulut m'entendre encore une fois, on le demandait impérieusement, on fit cercle, une chaise fut apportée, sur laquelle on me força de monter, et je dus prendre la parole. Ce fut alors que, parlant de la force invincible de la révolution de Février, mais de l'absolue nécessité de l'imposer à l'admiration du monde entier par la modération et la sagesse, seul moyen de la rendre bientôt victorieuse de tous les rois, je prononçai ces mots, si cruellement dénaturés depuis : « Cette révolution, en effet, n'est pas de celles qui ébranlent les trônes, mais de celles qui les renversent. » Et la conclusion, le résumé de mon discours fut ce cri que tous les auditeurs répétèrent avec enthousiasme : *Vive la République universelle !*

Presque au même instant on m'entoure de toutes parts, on m'élève, on veut me porter dans l'Assemblée. J'eus beau me débattre violemment, j'eus beau répondre, à diverses reprises, aux acclamations passionnées qui retentissaient autour de moi, que le seul cri vraiment digne du peuple était : *Vive la République !* je m'épuisai en efforts inutiles. Dix fois je tombai dans la foule qui m'entraînait ; dix fois des bras robustes me soulevèrent. Il y en avait

qui se précipitaient sur moi pour m'embrasser ; d'autres criaient : « Prenez garde de l'étouffer ! » Si c'est un tort que d'exciter de telles sympathies, lorsqu'on en combat de toutes ses forces l'expression, et qu'on a toujours servi la cause de ce qu'on croit la vérité, sans condescendance, sans flatterie, sans vaine captation de popularité, ce tort est le mien ; qu'on en trouve un autre dans ma conduite !

C'est ainsi que, malgré moi, je fus porté dans l'Assemblée à travers la masse compacte des envahisseurs. Ceux qui assistaient à cette scène ont pu juger à mon attitude si je n'ai pas tout fait pour empêcher le funeste éclat. Mais que pouvaient dans un pareil moment ma résistance matérielle et les quelques paroles que j'essayai de lancer encore au milieu du bruit ? Accablé de fatigue, baigné de sueur, la voix complètement éteinte, je fus poussé vers les bancs extrêmes de l'amphithéâtre. Là un ouvrier vint me dire : Vous n'avez plus de voix, mais si vous voulez écrire sur un morceau de papier qu'une dernière fois vous conjurez la foule de se retirer, peut-être parviendrai-je à lire ce papier d'une voix assez forte pour être entendue. Je pris une plume aussitôt, et je traçai à la hâte ces lignes : « Au nom de la patrie républicaine, au nom de la souveraineté du peuple, dans l'intérêt de tous, je vous adjure de... » lorsque tombèrent du haut de la tribune les fatales paroles : « L'Assemblée nationale est dissoute. »

Alors il se fit dans l'enceinte un grand mouvement dont l'impétuosité me porta jusqu'à la salle des conférences. On m'appela de toutes parts. Une foule serrée, violente, m'entoura, me criant d'aller à l'Hôtel-de-Ville. Je répondis avec une consternation profonde et que chacun put lire sur mon visage, qu'aller à l'Hôtel-de-Ville c'était risquer de faire couler le sang. Je demandai où étaient plusieurs de mes collègues : je ne pus rien savoir sur Albert, mais quelqu'un me dit qu'on avait voulu conduire Barbès à l'Hôtel-de-Ville et qu'il s'en était défendu avec beaucoup d'animation, ce qui fut confirmé par quelques assistants dont le nom m'était inconnu. Tout le monde se précipitant vers les portes, le torrent m'entraîna dehors, et je sortis tellement perdu au sein de la multitude environnante, que j'ignore encore par quelle issue et par quel chemin j'arrivai à l'esplanade des Invalides.

Là, je rencontrai mon frère qui, suivi d'un peintre et de quelques amis, me cherchait avec inquiétude, et fit des efforts inouïs pour me dégager ; car j'étais pressé à ce point que mes plus proches voisins étaient obligés de me faire, en se donnant le bras, un rempart contre le mouvement qui m'enveloppait. Un moment toutefois il se fit une halte que je mis à profit pour engager de nouveau ceux qui m'accompagnaient à se disperser. « Vous allez vous faire tuer, leur disais-je. » Mais quelques-uns me répondaient, dans une sorte de délire, et en montrant leur poitrine nue : « On n'osera pas frapper des hommes désarmés. » Mon frère reprit vivement : « Eh bien ! c'est donc lui que vous voulez faire tuer ? » Aussitôt les rangs s'ouvrirent. Un cabriolet venant à passer, on l'arrêta, on en fit descendre le maître ; c'était un marchand de vin qui s'en retournait à Bercy. Il déclara qu'il avait des valeurs dans son cabriolet, et témoigna le désir de ne point le quitter ; de sorte que nous nous trouvâmes quatre dans le cabriolet : le propriétaire, le cocher, mon frère et moi. J'étais dans un tel état de prostration physique, que l'honnête citoyen qui m'avait ainsi donné place dans sa voiture, me proposa généreusement de me mener chez un de ses amis où je pourrais prendre un peu de repos. Il me conduisit en effet dans le quartier de l'Ecole-de-Médecine, chez un jeune homme, qui m'offrit la plus gracieuse hospitalité. Je regagnai ensuite ma demeure, après m'être arrêté quelques instants, pour y changer de linge, dans une librairie voisine, celle du citoyen Masson, qui était absent, et dont les neveux me reçurent. Prétendre, comme un journal a osé le faire, qu'on m'a vu à l'Hôtel-de-Ville, c'est un mensonge dont l'impudence passe tout ce qui peut être imaginé.

Ayant appris chez moi que l'Assemblée était rentrée en séance, je me hâtai d'y aller reprendre mon poste.

Arrivé au vestibule, je fus reconnu par quelques gardes nationaux. Ils se précipitèrent sur moi, en proférant un incroyable accès de rage. « En accusation, disaient-ils ; il faut le tuer, ce sera plus tôt fait, disaient-ils. » Heureusement d'autres gardes nationaux, j'aime à le constater ici, mirent à me défendre la même ardeur que leurs camarades mettaient à m'attaquer. Le général Duvivier parut en uniforme, et fut un des premiers à protéger ma vie. Parmi ceux qui m'entourèrent et parvinrent à me sauver de la fureur la plus aveugle qui fût jamais, je citerai avec reconnaissance mes collègues de la Rochejaquelein, Boulay (de la Meurthe), Wolski, Adelsward, mon compatriote Conti, représentant de la Corse, le citoyen Moussette, le peintre Gigoux, un lieutenant de la garde nationale, nommé Férey, délégué du Luxembourg. On m'a dit depuis que, fidèle au souvenir de notre longue amitié, M. François Arago était sorti précipitamment de la Chambre pour venir à mon secours. Il m'est doux de trouver cette occasion de lui exprimer publiquement, ainsi qu'à mes autres collègues, ma profonde gratitude.

Il est certain, il est probable du moins que, sans leur intervention, c'en était fait de moi. On m'arracha des poignées de cheveux, on mit en pièces mon habit ; des misérables essayèrent de me frapper par

derrière à coups de baïonnette ; il y en eut un qui, ne pouvant m'atteindre autrement, saisit ma main droite et me tordit les doigts. J'entrai dans l'Assemblée véritablement couvert de lambeaux. Dans cet état, peut-être aurais-je dû m'attendre, de la part de tous mes collègues, à quelques-uns de ces égards que commande le seul sentiment de l'humanité. Mais tel est le cruel effet de certains malentendus, inséparables des temps de révolution, que je ne trouvai, dans une partie de l'Assemblée, que dispositions hostiles. Ma présence à la tribune, où m'appelaient le plus impérieux des devoirs, celui de témoigner hautement en faveur de mes malheureux amis Albert et Barbès, provoqua les plus violents murmures.

Est-il vrai, comme plusieurs journaux l'ont rapporté, qu'il se soit mêlé à ces murmures des insultes qu'un homme de cœur ne souffre point, je suis en droit de le nier, non seulement parce que je n'ai pas entendu ces insultes, mais parce que j'ai écrit, depuis, une lettre qui invitait les prétendus insulteurs à se faire connaître. Or, cette lettre est restée sans réponse, et je tiens en assez grande estime l'Assemblée dont j'ai l'honneur de faire partie pour croire qu'elle ne renferme pas un seul homme capable de descendre à une injure anonyme, à une injure irresponsable.

Le Moniteur porte que l'autorisation de poursuivre Albert fut votée ce soir-là à l'unanimité. Au nom de plusieurs de mes amis, et pour mon propre compte, je proteste énergiquement contre cette assertion.

Telle est, racontée avec la plus parfaite, la plus minutieuse exactitude, la conduite que j'ai tenue dans la journée du 15 mai.

Maintenant, s'il a paru extraordinaire à plusieurs que j'aie désiré voir les prisonniers de Vincennes, deux amis... c'est assurément un des plus tristes symptômes de l'abaissement des caractères dans ce pays ! Inutile d'insister là-dessus, ces éclaircissements n'étant qu'à l'adresse des gens de cœur.

Je me propose de montrer plus tard en détail combien les faits historiques de ces trois derniers mois ont été, en ce qui me touche, odieusement altérés. En attendant, et en reprenant les accusations intentées contre moi, voici ce que j'affirme :

Il est faux que j'aie pris part, de quelque façon que ce puisse être, soit à l'organisation, soit à la direction de ce qu'on appelle les Ateliers nationaux ; bien que je regarde comme sacré ce principe : Toute société doit à ses membres du travail et du pain. »

Ce qui est vrai, c'est que j'ai concouru efficacement, et j'en suis fier, à fonder des associations volontaires, actives, fécondes, telles que l'association des tailleurs de la rue de Clichy, laquelle, en dépit de toutes les manœuvres pratiquées pour sa ruine, a été jusqu'ici en pleine voie de prospérité, et peut être considérée comme un vivant démenti donné aux détracteurs des idées nouvelles.

Il est faux que la commission du Luxembourg ait eu à sa disposition le moyen d'appliquer fructueusement ses idées ; car elle n'a eu aucun maniement de fonds, aucun pouvoir effectif, aucune autre autorité que celle de la parole, et cela en présence d'une foule d'industries en ruine qui voulaient être protégées, d'innombrables misères qui voulaient être secourues, et cela au milieu d'une multitude frémissante, armée, qu'il s'agissait d'apaiser.

Il est faux que la commission du Luxembourg ait été une cause d'agitation dangereuse. Elle a, au contraire, contribué puissamment à la sécurité de Paris, où l'ordre n'a pas été troublé, tant qu'elle en a été pour sa part responsable ; elle a préservé ceux-là mêmes qui aujourd'hui la décrient, les uns par ignorance, les autres avec l'acharnement de l'ingratitude.

Il est faux que les dépenses du Luxembourg... mais je rougirais vraiment de relever des impostures aussi abjectes, jetées en pâture à la crédulité des sots. Je laisse à l'administration le soin de prouver, par chiffres, que, pendant deux mois, le Luxembourg n'a eu pour hôtes que de vrais démocrates, fidèles en toutes choses aux modestes habitudes de la vie du présent.

Il est faux, pour en venir à des mensonges plus récents, que je me sois abstenu de paraître à l'Assemblée depuis le 15 mai. J'ai assisté à toutes les séances avec une scrupuleuse ponctualité.

Je n'ajouterai plus qu'un mot. A ceux, qui par excès de mauvaise foi ou de puérilité, m'imputent les embarras de la situation industrielle, je dirai que ces embarras sont le fruit amer et inévitable du principe d'antagonisme et de concurrence ; je dirai que j'ai passé ma vie à dénoncer ce principe et à en prédire les désastres ; je dirai qu'il est insensé d'attribuer à des doctrines qui n'ont été encore ni adoptées par la société, ni appliquées par elle, le mal qui résulte précisément de l'application de doctrines toutes contraires.

Quoi ! c'est en pratiquant la concurrence anarchique que la société s'abîme dans le désordre, et on accuse de ce désordre ceux qui, pour le combattre, recommandent la solidarité des intérêts, l'association !

Mais, il faut bien l'espérer, la lumière se fera. On saura quelle peut être contre un honnête homme la puissance des mensonges systématiques ; puissance du reste aussi passagère que méprisable. L'histoire parlera, et la vérité aura sa revanche.



On lit dans la *Vraie République* :

L'incident le plus remarquable de la séance d'hier a été le rapport de la commission chargée d'examiner s'il y avait lieu de donner une autorisation de poursuites contre le citoyen Louis Blanc. La commission avait nommé pour faire son rapport le citoyen Jules Favre. Ce choix était significatif; et, en voyant paraître l'habile avocat, nous n'avons pas douté de ce qu'il allait dire. A la majorité de quinze voix contre trois, la commission a décidé qu'il y avait lieu à accorder l'autorisation.

La lettre de Barbès au président de l'Assemblée, nouveau témoignage de la générosité de ce noble soldat de la démocratie, lettre où il réclame les paroles attribuées à Louis Blanc, et sur lesquelles se fonde le réquisitoire, n'a pas paru ébranler le moins du monde la conviction des commissaires. L'Assemblée a demandé l'impression du rapport et a remis le vote à demain, samedi.

M. Jules Favre a été froid et disert, comme de coutume. Il a affirmé que la décision qu'il apportait à la tribune n'avait été dictée par aucun préjugé politique; qu'elle était exempte de tout esprit de parti, pure de toute animosité; peu s'en est fallu que cette mesure ne devint, sous sa plume correcte et glacée, un témoignage de bienveillance pour le citoyen Louis Blanc. On ne peut envoyer un homme à Vincennes avec plus de ménagements et de politesse. Quel aimable procureur du roi ferait ce M. Jules Favre!

(*Vraie République.*)

Ce que n'a pas osé faire le gouvernement déchû, notre gouvernement républicain ne craint pas de le faire: on s'occupe d'armer les forts. Le fort de Romainville reçoit journellement des projectiles, et ce sont les voitures de la maison Dehaynin, de la Villette, qui sont chargées de ce transport.

Plusieurs journaux prétendent qu'il existe une certaine analogie entre Barrère et Jules Favre.

Que répondra le maire de Paris?

Il faut que la lumière se fasse. Les actes de la monarchie pouvaient s'entourer de ténèbres; les hommes de la République ne doivent agir qu'au grand jour.

Les explications du citoyen Caussidière appellent les explications du maire de Paris. Le préfet de police accuse le maire d'hostilité et d'entraves apportées à son action; il allègue n'avoir pas reçu d'ordre ni de communication le 14; il annonce que l'on a rejeté le choix de ses commissaires de police, et qu'on s'est systématiquement passé de son concours; enfin, et ceci est de la dernière gravité, il annonce que lorsqu'il a voulu agir, des ordres plus puissants que les siens les ont contrecarrés. Le citoyen Caussidière ne dit peut-être pas tout ce qu'il pourrait dire; mais il est certain que tout ce qu'il avance est la vérité. Quand le citoyen Marrast va-t-il lui répondre?...  
(*République.*)

On annonce que MM. Portalis et Landrin ont donné leur démission à la suite du vote qui a repoussé la demande en autorisation de poursuites contre M. Louis Blanc.

Il se passe de singulières choses dans les hautes régions du pouvoir. Encore quelques jours et le gouvernement (qui, d'ailleurs, n'a pas l'air d'y tenir) aura perdu toute espèce de dignité. Nous empruntons les réflexions suivantes aux *Débats* :

Comment assister sans honte et sans indignation au spectacle que nous donnent les hommes qu'on a affublés du nom de ministres! Nous ne supposons pas, il est impossible de supposer que le procureur général et le procureur de la République aient pris sur eux de faire une démarche aussi grave sans l'avis et sans l'assentiment du gouvernement et du ministre de la justice. Comment se fait-il donc que les ministres, et le ministre de la justice tout le premier, se soient levés pour rejeter une proposition qu'ils avaient autorisée, qu'ils avaient provoquée? L'admirable et édifiant spectacle que le garde des sceaux de la République votant contre une demande du procureur général de la République! M. Crémieux et les autres devaient pourtant bien savoir à quoi s'en tenir hier comme aujourd'hui! Ils n'étaient pas, comme l'Assemblée, comme nous, comme le public, devant un vote de confiance; ce n'est pas la discussion qui a pu les éclairer ou les illuminer! De tous les ministres, nous n'en avons vu qu'un seul se lever pour appuyer les conclusions de la commission.

Eh bien! nous n'en savons rien, mais nous sommes sûrs que celui-là, M. Bastide, a dû combattre la veille la demande faite par le gouvernement, et ne l'a appuyée le lendemain que pour obéir à un sentiment d'honneur et de dignité.

Une telle situation est intolérable. Une pareille anarchie gouvernementale, prolongée trop longtemps, finirait par déconsidérer et dégrader le pouvoir, et par ruiner toute notion morale dans l'esprit public. Il est vrai qu'il y a une ressource, c'est de dire qu'on ne peut pas prendre cela pour un gouvernement. C'est très juste, mais c'est bien triste.

La demande en autorisation de poursuites contre Louis Blanc a été rejetée par 369 voix contre 337.

Les commis du peuple ont eu peur.

Voilà tout l'enseignement à tirer de cette séance. Depuis qu'elle est convoquée, l'Assemblée n'a eu qu'un mobile, la peur. Peur de qui? Du peuple qui se pressait avec enthousiasme autour d'elle; peur du peuple qui venait, le 15 mai, communier avec elle d'héroïsme, de grandeur et d'avenir; peur du peuple, qu'elle éloigne avec des canons, des baïonnettes et des gardes bourgeoises venues de plusieurs lieues; peur du peuple qui lui dit: « Fais de belles et utiles choses, une sublime tâche t'est confiée, ne sois pas au-dessous d'elle! »

Que répond-elle? Impuissante, elle se détourne et veut se laisser bercer par le doux sommeil de l'idiotisme. Réveillée en sursaut, elle entre en fureur, elle arrête, elle emprisonne, elle appelle à la barre tous les bons citoyens qui lui montrent l'abîme à côté d'elle, tous ceux qui la sollicitent à marcher et lui disent: « Tu te reposeras plus loin, sous les ombrages de l'avenir. »

Elle veut dormir en paix!

Indolente, méchante, impuissante, que voulez-vous qu'elle fasse? Hommes, soyez-lui charitables, et faites un peu grâce à la nature humaine.

Correspondance.

Citoyen,

Le projet de construction d'une salle destinée aux assemblées populaires est une heureuse idée à laquelle tous les démocrates de Paris et des départements doivent se dévouer. Je regarde donc comme un devoir de figurer au nombre des premiers souscripteurs et fondateurs, bien que je sois sans fortune et que je ne puisse coopérer à cette œuvre humanitaire qu'en m'imposant les plus durs sacrifices. En conséquence, je vous prie, citoyen, d'en informer le Comité central des clubs, ne connaissant pas le lieu de ses réunions.

Je ne sais aussi où le *Club pacifique des droits de l'Homme* tient ses séances; je désirerais le savoir, ayant à lui communiquer une démonstration arithmétique sur l'usage tyrannique et spoliateur du capital (numéraire), qui ne sert qu'à créer des oisifs, des Robert Macaire et à faire vivre les 19/20 des hommes au détriment des travailleurs. Ma formule est si claire, si simple pour aider à le faire comprendre que ni la mauvaise foi, ni l'ignorance, ne pourront la combattre, et que je suis étonné qu'elle ne se soit pas déjà présentée à l'esprit des socialistes.

Salut bien fraternel.

Théod. V., 8, rue Favart.

Citoyens rédacteurs de la *Commune*,

Un certain Pellotier (de Lorgues), dont vous avez fait deux fois mention, il y a quelques jours, dans votre estimable journal, et que vous citiez comme incarcéré à titre de complice du mouvement du 15 mai, ne serait-il pas le même qu'un Pellotier, natif aussi de Lorgues, département du Var, condamné deux fois pour vol, et ex-habitant de la maison centrale de Poissy?

Je vous prie d'insérer cette question, pour que le public, vous et nous, soyons désormais édifiés à ce sujet.

Salut et fraternité.

PISAN, bottier, rue Sainte-Anne, 54, témoin dans la première des deux affaires Pellotier. — TRUSSY, architecte, 85, rue des Douanes, à Batignolles.

Départements.

On lit dans le *Courrier*, journal de Mézières: Il paraît que toutes les démarches faites par les délégués de notre ville auprès du gouvernement dans le but d'obtenir la réalisation de la promesse d'une commande de quelques milliers de fusils

n'ont pas été couronnées de succès. Cela est d'autant plus triste que la misère des ouvriers s'accroît chaque jour, et que bientôt ils seront dénués de tout.

Pour remédier à ce déplorable état de choses, faut, à la tête de l'administration départementale, un homme capable, modéré, humain, qui sache apprécier l'esprit d'ordre et de résignation dont sont animées nos populations ardennaises; qui s'attache, surtout, à mériter l'estime et la confiance de ces mêmes populations en se dévouant franchement à leurs intérêts. Cet homme, nos compatriotes l'appellent de tous leurs vœux.

— Les Révolutions changent les formes politiques: les institutions seules font les mœurs.

Parce que l'on écrit *RÉPUBLIQUE* où il y avait *MONARCHIE*, on aurait tort de croire que la République règne. L'influence politique des dix-sept ans n'a pas été si légère qu'on puisse la détruire en un jour, et à l'abaissement, à la démoralisation des caractères, substituer par décret — le dévouement, la fraternité, la droiture, la foi aux principes élevés, à la diplomatie d'enthousiasme, comme dit Lamartine.

Ce sera, nous n'en doutons pas, une des plus grandes difficultés de la République que de refaire les mœurs nationales; ce doit être aussi l'objet de ses soins les plus constants.

Si jamais la France n'est entrée dans une transformation politique avec plus de ressources matérielles, avec un développement plus considérable de la fortune privée, elle n'en a peut-être abordé aucune avec un plus grand affaiblissement moral. C'est là qu'il faut chercher le secret du peu d'enthousiasme, comme de l'obéissance complète, qui a accueilli la République dans les provinces.

Le gouvernement de Juillet, issu d'un élan de moralité remarquable, tendit constamment à amortir cet élan dans le lucre et les satisfactions sensuelles, craignant d'être poussé dans une voie contraire à ses vœux d'égoïsme et de dynastie. C'était, avant tout, un gouvernement d'affaires. Récemment, M. de Remusat, dont la plume s'était trouvée au service du mouvement d'idées de 1826 à 1830, constatait en termes amers à quel degré de décadence la politique machiavélique, dissolvante, du règne avait fait descendre les caractères.

(*Le Peuple*, de Clermont.)

Nouvelles étrangères.

ESPAGNE. — CATALOGNE. — On nous écrit des frontières de Catalogne, 29 mai :

« Marsal, avec son audace accoutumée, a osé faire une pointe à une trentaine de kilom. de Barcelonne, entre Granollers et Orrus; mais il paraît que sur ce dernier point il a été attaqué par une colonne mobile, et plusieurs des hommes de sa bande ont été blessés. Lui-même, assure-t-on, l'aurait été assez grièvement pour que ses hommes aient dû l'enlever du lieu du combat. La bande s'est réfugiée précipitamment sur l'un des points du littoral.

« Le *cabecilla* Manel de Capellades a été tué dans une rencontre de sa bande avec la colonne de Pannadès.

« Mais la nouvelle la plus importante sans contredit, si elle se confirme, c'est que le général Burjo, qui commande, assure-t-on, en Catalogne, au nom du comte de Montemolin, aurait déclaré coupables de trahison les *cabecillas* Castells, Marsal et Posas, qu'il suppose d'accord avec les républicains.

AUTRICHE. — L'empereur d'Autriche vient d'inviter tout le corps diplomatique de Vienne à se rendre à Inspruck, et de décréter l'ABOLITION DE L'UNIVERSITÉ DE VIENNE. L'archiduc Jean, APPELÉ à la cour impériale comme suspect, est arrivé à Inspruck le 22. On peut s'attendre à la proclamation de la déchéance de l'empereur, par mesure de représailles contre le parti de la cour. Déjà, dans la capitale, une pétition ayant pour but le rappel du monarque, et dans laquelle on déclarait renoncer aux conquêtes de la révolution, a été déchirée avec indignation et publiquement. Les esprits s'exaspèrent aux nouvelles des menées des rétrogrades. Inspruck est devenu le foyer de toutes les intrigues; le roi de Bavière est auprès de l'empereur, et le bruit court à Vienne que ce dernier a placé la monarchie sous la protection de la Russie, dont il a invoqué l'appui.

Pour le comité de rédaction, AUG. DECOU.

Paris, imprimerie de Cosson, rue du Four-Saint-Germain, 47.